



sexisme.net p. 4 et 5

Avec les réseaux sociaux, le sexisme ordinaire a trouvé une caisse de résonance qui amplifie la violence du harcèlement.

L'expo à ne pas manquer p. 9

Les bijoux créés par Elsa Triolet ont permis à son couple de faire face à la crise et d'explorer le monde de la mode. Troisième et dernier épisode de notre série.

Morts pour la France p. 18 et 19

Le centenaire de l'Armistice est le moment de réaffirmer la nécessaire amitié entre les peuples.



Sport pour tous, sport sans le sou

Avec un budget ministériel en baisse pour la seconde année consécutive, le sport amateur est pénalisé lorsqu'il ne vise pas la performance à tout prix. Et en même temps, le sport business empoche la mise... **p. 10 à 13**

FÊTE DE LA SCIENCE

Culture stéphano-scientifique !

Avec son campus universitaire spécialisé dans les sciences et l'ingénierie, Saint-Étienne-du-Rouvray était au cœur de cette 27^e édition de la fête de la science. Entre jeudi 11 et samedi 13 octobre, des scientifiques, chercheurs et étudiants ont accueilli petits et grands et leur ont proposé des dizaines d'animations, de manipulations et d'expériences permettant de comprendre très concrètement le rôle que jouent les sciences dans notre quotidien. « *Ce moment permet de rendre la culture scientifique accessible à tous, notamment pour les enfants des quartiers populaires, filles et garçons, par des sensibilisations et des approches ludiques* », s'est félicité le maire Joachim Moyse, venu sur le village des sciences partager l'enthousiasme d'écopiers stéphanois.



PHOTO : E. B.



PHOTO : E. B.

QUARTIERS D'ENFANTS

Jouer dans la rue

Les 9 et 10 octobre, rue d'Argonne, les enfants de La Houssière ont investi l'espace urbain. Cette opération s'inscrivait dans le cadre du label « Rues aux enfants » dont l'objectif est de permettre aux parents et aux enfants de se réapproprier la rue et d'en faire de nouveau un espace de jeux, de découvertes et de sociabilité (lire *Le Stéphanois* n° 252). La Ville et l'Association du centre social de La Houssière étaient partenaires de l'opération.



PHOTO : J.-P. S.

FLEURIR LA VILLE

Plus belle la ville

Pas moins de trente-huit Stéphanois-es, candidats toutes catégories confondues, ont été récompensé-e-s vendredi 12 octobre à la salle festive pour leur participation à l'embellissement de la ville. Les prix ont été remis par le maire Joachim Moyse, Francine Goyer, première adjointe et Pascal Le Cousin, adjoint en charge notamment de la voirie et des espaces verts, en présence du député Hubert Wulfranc. « *Merci à tous nos jardiniers juniors et plus expérimentés ainsi qu'à l'ensemble des services mobilisés tout au long de l'année pour l'embellissement de nos rues !* », a déclaré le maire.



JNCP

Sourires au carré !

Samedi 13 octobre, s'est tenue la Journée nationale du commerce de proximité (JNCP) organisée pour la cinquième année à Saint-Étienne-du-Rouvray par les commerçants de l'UCA du centre ancien et de l'UCA Renan. Entièrement rendue piétonne pour l'occasion, la rue Léon-Gambetta a été le cœur battant de cette journée avec le quartier du Madrillet. Le maire Joachim Moyse a salué les commerçants qui se sont vu décerner un quatrième sourire, la plus haute distinction décernée par la JNCP. La ville a ainsi rejoint le club des treize villes françaises récompensées pour le dynamisme et la qualité de l'accueil de leurs commerces de proximité.



LES BIJOUX D'ELSA TRIOLET

Dans l'écrin du Rive Gauche

Inaugurée samedi 13 octobre en présence de très nombreux Stéphanois, l'exposition des bijoux réalisés par l'écrivaine Elsa Triolet entre 1929 et 1932 (lire p. 9) est présentée au public au centre culturel Le Rive Gauche jusqu'au 16 décembre. Le maire Joachim Moyse a rappelé lors de l'inauguration que cette collection était « *intimement liée à notre ville* » qui a toujours milité pour apporter à tous « *un niveau élevé des connaissances au-delà des barrières sociales* ». L'histoire d'Elsa Triolet et de Louis Aragon, a ajouté le maire, « *est intimement liée à celle de la commune et de nos combats pour la culture pour tous, par tous et partout* ».

LES BIJOUX D'ELSA TRIOLET-CRÉATIONS HAUTE COUTURE Exposition jusqu'au 16 décembre, du mardi au vendredi de 13 heures à 17 h 30, samedi et dimanche de 14 h 30 à 17 h 30, les soirs de spectacle de 19 h 30 à 20 h 30. Entrée libre. Lire aussi p. 16.



À MON AVIS

Chantée par les soldats de la Première Guerre mondiale, la paix est encore un programme ambitieux !

Ce vœu, nous aurons à cœur de le renouveler à l'occasion des commémorations du 100^e anniversaire de l'Armistice ce 11 novembre.

J'ai pour cela souhaité donner un caractère exceptionnel à cette cérémonie, en invitant une délégation de notre ville jumelle allemande, Nordenham, conduite par son maire. Jeunes Français et jeunes allemands y contribueront.

Nous porterons ainsi collectivement un message de paix, de fraternité et d'amitié entre les peuples, valeur chère à notre commune, comme en témoigne, notamment, la solidité de notre comité de jumelage. Vous êtes chaleureusement invités à participer à ce moment d'hommage.

Joachim Moyse

Maire, conseiller régional



Directeur de la publication :
Jérôme Gosselin.

Directrice de l'information et de la communication : Sandrine Gossent.

Réalisation : service municipal d'information et de communication. Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.

Conception graphique : L'ATELIER de communication.

Mise en page : Aurélie Mailly.

Rédaction : Fabrice Chillet, Stéphane Nappez, Ariane Duclert. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert.

Photographes : Éric Bénard (E.B.), Jean-Pierre Sageot (J.-P.S.), Jérôme Lallier (J.L.), Loïc Seron (L.S.) **Distribution :** Benjamin Dutheil. **Tirage :**

15 000 exemplaires. **Imprimerie :** IROPA 02 32 81 30 60.

CYBERSEXISME

Violences en ligne

Le terreau du sexisme se nourrit de diverses influences, dans la famille, à l'école, dans la rue. À l'adolescence, les réseaux sociaux contribuent aussi à construire une image de la femme susceptible de favoriser plus tard le harcèlement physique et/ou psychologique.

Les coulisses de l'info

Le sexisme se décline à tous les temps et à toutes les modes sans manquer d'intégrer les réseaux sociaux. Existe-t-il une forme spécifique du sexisme appliquée au numérique ou ne s'agit-il que d'une déclinaison des inégalités entre les hommes et les femmes ?

« **L**e numérique est un territoire où les jeunes filles et les femmes doivent pouvoir se maintenir. Et ce n'est pas gagné parce que, là encore, au sein des réseaux sociaux, il semble qu'elles ne sont pas légitimes à s'exprimer pour tout le monde. Plus globalement, sur le numérique comme ailleurs, on touche à la question de la place de la femme dans notre société », explique Aurélie Latourès, chargée d'études à l'observatoire régional des violences faites aux femmes, centre Hubertine-Auclert. Cette mise en garde s'appuie sur divers constats qui témoignent que les violences qui s'expriment en ligne à l'égard des jeunes filles les réduisent souvent à leur apparence physique. « *Le fonctionnement des réseaux sociaux se marie bien avec le sexisme : le rôle de l'image et la place centrale des commentaires pour juger, noter, scruter l'apparence et la sexualité des jeunes filles* », insiste Aurélie Latourès. 24h/24, et bien des jours, des mois voire des années plus tard, les réseaux sociaux propagent les insultes, les rumeurs, les photos avec un effet d'emballement dû à la viralité sur le net.

Victime populaire

Dans cet univers soi-disant virtuel et derrière la frontière de l'écran, les jeunes n'ont pas forcément conscience des conséquences que peuvent avoir leurs actes. « *Ils ont du mal à identifier la portée de leurs actes, y compris quand ils se contentent de liker un commentaire violent, vulgaire, agressif* », insiste Christophe Dalibert, responsable du développement social à la Ville. Parce que la notion de réputation est plus pesante chez les filles à l'adolescence, « *elles s'exposent davantage et se mettent plus en danger*, souligne Aurélie Latourès. *Plus d'une fille sur cinq, entre 12 et 15 ans, rapporte avoir été victime d'insultes* ». Dans les faits, les violences sexistes et sexuelles s'exercent à la fois en ligne et hors ligne. Elles demeurent imbriquées et tout aussi réelles et dévastatrices dans une sphère ou l'autre.

Cadre légal

Privilégiant la prévention, le département tranquillité publique de la Ville intervient régulièrement auprès des collégiens stéphanois pour un rappel des fondamentaux.



Si le cybersexisme touche majoritairement les filles, il contribue aussi à imposer les normes de féminité et de masculinité aux deux sexes, garçons et filles.

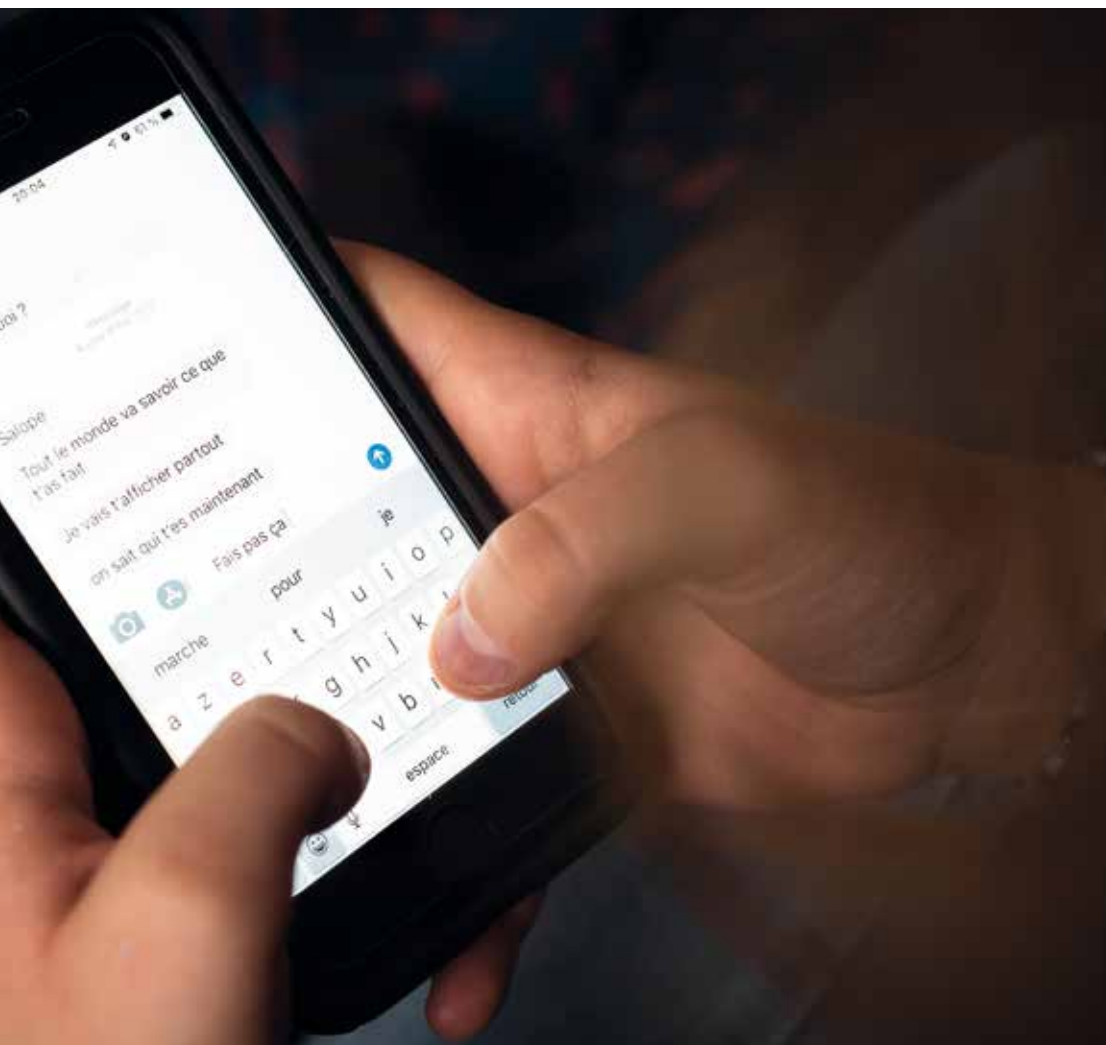


PHOTO: J.-P. S.

« Nous commençons par présenter toutes les formes de sexisme ordinaire qui s'exercent dans la rue, dans les transports, à l'école et sur internet. Nous insistons aussi sur le cadre légal. Le harcèlement via les réseaux sociaux est un délit à part entière », insiste Martin Dermien, en charge du volet prévention. En France, un auteur de harcèlement en ligne, s'il est âgé de plus de 13 ans, encourt une

peine qui peut aller jusqu'à un an de prison. À la fin, il ne s'agit pas de dénigrer systématiquement les réseaux sociaux mais d'en faire bon usage. « Ce sont aussi des espaces de liberté et de créativité. Le numérique permet des explorations des rapports aux autres et à soi. Des espaces d'expression et une manière de s'ouvrir aux autres », conclut Aurélie Latourès. ■

CINQ RENDEZ-VOUS

Comprendre le cybersexisme

La Ville s'engage cette année encore contre les violences sexistes. Du 19 au 22 novembre, cinq rendez-vous sont proposés au grand public autour de la question du cybersexisme. Identifier et comprendre les comportements, intégrer les modes de prévention des violences... Les rencontres s'adressent aussi bien aux parents qu'aux enfants ainsi qu'aux professionnels du domaine éducatif.

INFOS Le programme complet de ces rencontres est consultable sur le site de la Ville : saintetiennedurouvray.fr. Tél. : 06 83 03 01 50.



INTERVIEW

« Des machines à broyer »

Bruno Humbeeck est psychopédagogue à l'université de Mons et spécialiste en pédagogie familiale et scolaire.

Pourquoi le sexisme a-t-il trouvé aussi facilement sa place au sein des réseaux sociaux ?

Les réseaux sociaux fonctionnent comme des caisses de résonance. Ils ne génèrent pas un sexisme spécifique mais ils en amplifient les effets. De la même manière, le cybersexisme amplifie l'arme de domination des hommes sur les femmes notamment en sollicitant des spectateurs actifs par le biais de commentaires ou de likes. Les réseaux sociaux deviennent alors des installations du prestige social qui peuvent se transformer en machine à broyer. Le principal demeure bel et bien d'exister sur ces réseaux alors que la frontière entre l'espace virtuel et l'espace individuel est parfois mal perçue. Difficile de faire passer un message clair dans une société qui accepte que le métier de paparazzi soit honorable, autrement dit où la photo appartient à celui qui la fait ou celui qui la diffuse et non plus à celui qui est dessus.

Qui sont les mieux placés pour éduquer les jeunes à un bon usage des réseaux sociaux ?

On doit accompagner avec de l'éducatif et du réactif. Les parents ne doivent pas diaboliser les réseaux sociaux au risque de perdre tout contact avec leurs enfants. Ils doivent rester en revanche attentifs à maintenir le dialogue et à faire passer les bons usages dans le respect de l'autre. L'école de son côté doit jouer sur les espaces réels. 90 % du cyberharcèlement se déroule entre des enfants d'une même classe. Attention de ne pas laisser les ados livrés à eux-mêmes dans un espace où les adultes sont absents. Certes les ados ne veulent pas le contrôle des adultes mais ils ont besoin d'être accompagnés, ils l'attendent même. À la fin, c'est bien l'usage asocial des réseaux sociaux qui est en cause et non les réseaux eux-mêmes.

PRÉVENTION

Les mots qui fâchent

L'animation « Les mots qui fâchent », portée par l'association Olympio, vise à sensibiliser les élèves de primaire à la violence ordinaire des cours de récréation.

ÇA COMMENCE TOUJOURS PAREIL : ON ÉCHANGE DES INSULTES, les copains arrivent et la bagarre éclate mais tout le monde finalement en sortira perdant. « *Est-ce que taper a jamais aidé quelqu'un à comprendre qu'il est dans l'erreur ?* » interroge Anne-Laure Laithier, ce vendredi 12 octobre, à l'école Joliot-Curie 2. Comédienne à l'association Olympio qui, depuis 1988, développe des outils de prévention et de sensibilisation aux grands problèmes de société, Anne-Laure Laithier décortique sans relâche, et devant tous types de publics, la mécanique de la violence et ses ressorts : les sentiments d'humiliation, d'injustice, la volonté de domination, la pression du groupe... Aujourd'hui, ce sont des élèves de CM1 qui sont invités à parler de ces fameux « mots qui fâchent » : « *On a insulté ma mère !* » ; « *On s'est moqué de mon prénom !* »...

Travailler sur les émotions

Peu à peu, la parole se libère. À l'invitation de l'intervenante, un élève se met en scène pour que chacun comprenne mieux ce qui se joue et comment désamorcer les conflits. Et quand l'heure touche à sa fin, tous repartent avec en mémoire quelques images qui sûrement feront leur chemin. « *On y reviendra, on*



Vendredi 12 octobre, comme tous leurs camarades de CM1 et quelques CE2, les élèves de l'école Joliot-Curie 2 participaient à l'opération « Les mots qui fâchent » portée par l'association nationale Olympio en partenariat avec la Ville.

retravaillera la gestion des émotions », promet l'enseignante accompagnatrice Lucie Gourdin, qui mise aussi beaucoup sur le suivi. « *Cette animation s'inscrit dans le programme de prévention et d'éducation à la citoyenneté déployé dans les établissements scolaires,* resitue Christophe Dalibert, responsable du développement social, en précisant : *Ce programme concernait au départ plutôt les*

collégiens mais les enseignants du primaire avaient également manifesté des attentes. »

L'animation « Les mots qui fâchent » a ainsi été présentée du 12 au 19 octobre pour la deuxième année consécutive aux dix-sept classes de CM1 (et quelques CE2) situées en réseau d'éducation prioritaire (REP), avec déjà un très bon retour des enseignants. ■

CONTOURNEMENT EST

Un projet inadapté

Le 13 septembre dernier, Damien Adam, le député LREM de Rouen, tentait un coup de bluff en annonçant par voie de presse que le projet de contournement Est faisait partie des priorités du gouvernement et qu'il verrait le jour en 2022. Dans les faits, l'avis paraît plus nuancé et le calendrier plus incertain du côté du ministère de la Transition écologique et solidaire. Reçue le 9 octobre dernier au cabinet de la ministre en charge des Transports, une délégation composée de représentants d'associations et d'élus opposés au contournement Est a pu s'assurer que la grande inconnue demeurait le financement de ce projet estimé à 1 milliard d'euros. Le projet de loi mobilité devrait fixer un cap dans le courant novembre mais il restera à définir des projets plus ou moins prioritaires les uns par

rapport aux autres. Pour le député Hubert Wulfranc, il est encore temps de réagir contre ce « *projet mal ficelé qui ne résoudra en rien l'encombrement des voies routières dans l'hypercentre rouennais [...] et qui ruinera la santé des riverains* ».

Le maire Joachim Moysse confirme de son côté qu'il faut avancer sur l'aménagement du territoire à l'échelle intercommunale. « *J'émet des réserves sur le Plan d'aménagement et de développement durable porté par la Métropole. Ce document veut à la fois limiter l'étalement urbain, limiter les espaces fonciers dédiés à l'habitat mais n'envisage à aucun moment la limitation de la surface consacrée aux infrastructures routières qui passerait de 200 à 250 hectares. Un paradoxe intenable.* »

« Reprendre nos destins en main »

Une intersyndicale, étudiants et retraités ont manifesté mardi 9 octobre contre le gouvernement et sa « politique idéologique visant à la destruction du modèle social ».

La première mobilisation syndicale de la rentrée s'est faite mardi 9 octobre partout en France à l'appel des syndicats CGT, FO, Solidaires, FSU, des organisations d'étudiants, de lycéens et de retraités. Plusieurs milliers de personnes ont défilé à Rouen dans l'après-midi pour dénoncer « la casse de notre modèle social » et appeler à la « convergence des luttes ».

Dans la matinée, les personnels CGT des grands ports maritimes de Rouen et du Havre avaient bloqué le quai de Boisguilbert, face à la capitainerie, lançant quant à eux un « premier avertissement » au gouvernement avant les assises de la mer qui se tiendront les 27 et 28 novembre à Brest. Réunis peu après en conférence de presse, Laurent Delaporte, Fabrice Lottin et William Mallet, responsables CGT des travailleurs portuaires du Havre, de Rouen et des dockers rouennais, ont dénoncé « les choix politiques absurdes qui mettent à mal

les sept grands ports maritimes français » et dont l'objectif serait de favoriser les ports de Rotterdam et d'Anvers (« Le projet du gouvernement et de l'Europe est d'effacer les ports français, d'en faire des ports de seconde zone en Europe »).

Fragilisation de la sécurité sociale

Selon les responsables syndicaux, ce sont une fois encore « le statut et les emplois qui seront les variables d'ajustement au lieu d'investir et de remettre en cause le modèle économique qui transfère les richesses aux seuls actionnaires ». Plus largement, les responsables portuaires ont dénoncé une politique « qui prétend augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs en retirant à nos systèmes solidaires les cotisations sociales qui les font exister », mettant en balance le faible gain sur les fiches de paie et les pertes extrêmes que coûterait à ses mêmes travailleurs la fragilisation de la sécurité sociale dans leurs dépenses de santé...

Ayant ensuite rejoint les manifestants rouennais, les portuaires ont déclaré, par la voix de Fabrice Lottin : « Pensons-nous réellement qu'il faille [...] accepter de baisser nos aides sociales quand de l'autre côté est supprimé l'impôt sur la fortune, croire que le coût du travail est le mal de ce pays alors que la France n'a jamais produit autant de richesses, ne rien dire quand notre pays affiche la première place mondiale de versement de dividendes aux actionnaires, ne pas s'apercevoir que nos systèmes sociaux d'assurance collective (retraite, santé ou chômage) sont en danger si on arrête de cotiser et donc d'y participer, croyez-vous que nous ne devons pas siffler collectivement la fin de la partie et reprendre nos destins en main, pour notre survie sociale et celle des générations à venir ? » La réponse du représentant portuaire est claire : « Il est grand temps de mordre, on va se donner les moyens de mettre en place la convergence des luttes. » ■



◀ À l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-Solidaire-FSU et d'organisations de lycéens, d'étudiants et de retraités, les manifestants ont protesté contre la « casse de notre modèle social », mardi 9 octobre. Le représentant CGT des portuaires de Rouen, Fabrice Lottin (à droite sur la photo) a déclaré : « Nous n'hésiterons pas à mener une lutte de haut niveau. »

L'info des ados (et des autres)

**COPROPRIÉTÉ
ROBESPIERRE**

Agir en priorité

La France compte actuellement 684 copropriétés en difficulté.

Parmi celles-ci, le ministère de la Cohésion des territoires a identifié la copropriété Robespierre comme faisant partie des quatorze sites en suivi national. L'information a été confirmée le 10 octobre dernier. Sur l'ensemble de ces sites prioritaires, il s'agira d'engager des moyens extraordinaires et expérimentaux suivant trois axes d'actions, la démolition lorsqu'elle est nécessaire, le redressement si possible et la prévention pour éviter toute dégradation à venir. À chaque fois, un opérateur de référence sera identifié pour agir avec des moyens financiers adaptés. Ainsi, l'Agence nationale de renouvellement urbain (Anru) disposera d'une enveloppe de 500 millions sur dix ans pour mener à bien les projets de démolition dont elle sera investie. Pour les opérations de redressement et de prévention, le gouvernement promet de mobiliser 2 milliards sur dix ans pour l'Agence nationale de l'habitat (Anah). L'État souhaite aussi que les bailleurs sociaux participent au relogement des locataires impactés. « Une gageure quand on sait que la loi Élan, votée récemment, incite les mêmes bailleurs sociaux à vendre 40 000 logements chaque année », insiste le maire, Joachim Moyse. L'autre grande inconnue de ces opérations qui devraient s'engager dès janvier 2019 consiste à identifier le responsable de la gouvernance à l'échelle territoriale. « Il faudra choisir entre le maire de la commune qui connaît la réalité à laquelle sont confrontés les habitants au plus près des difficultés du territoire et le président de la Métropole à qui le législateur a confié la compétence de gestion des copropriétés. » La question demeure en suspens jusqu'à nouvel ordre.

DIX NUMÉROS, ÇA SE FÊTE ! En trois ans et demi d'existence, ce journal – qui s'est appelé *Recto/Verso* le temps de ses quatre premiers numéros avant de devenir *Le Stéphanois junior* – a proposé à ses jeunes lecteurs des sujets aussi variés que les Pegi (système de classification des jeux vidéo), les impôts, les théories du complot, le centre de formation des footballeurs havrais, la qualité de l'air, les jeunes et la musique mais aussi des rubriques consacrées à la santé ou aux sciences de demain.

Autant de thématiques et d'angles choisis par les jeunes lors de comités de rédaction qui, depuis le numéro 5, se tiennent alternativement dans les quatre collèges de la ville. « Les collégiens nous réservent toujours de bonnes surprises lors de ces comités de rédaction, ils n'hésitent jamais à nous rappeler à notre devoir d'information et d'explication des problématiques qui traversent la société », explique Sandrine Gossent, la directrice de l'information et de la communication de la Ville. « Ce sont eux qui, par exemple, nous ont demandé d'écrire un article sur les mineurs étrangers isolés dans

Des infos... renversantes

Le Stéphanois plutôt que dans Le Stéphanois junior car, nous ont-ils dit : "Nous sommes solidaires de ces jeunes, bien sûr, mais ce sont les adultes qui doivent prendre leurs responsabilités et aider ces jeunes" », ajoute Stéphane Nappe, journaliste.

Autre particularité du *Stéphanois junior*, sa drôle de présentation. Héritée de la période *Recto/Verso*, le journal se présente en deux parties tête-bêche, l'une illustrée par des photographies originales, l'autre par des dessins et des bandes dessinées.

elles aussi spécialement conçues et réalisées pour le journal. Deux manières d'illustrer l'info et de mieux la comprendre, deux manières « renversantes » d'ouvrir le support. « L'objet est volontairement ludique dans sa lecture mais comme son grand frère *Le Stéphanois*, il a à cœur de participer à l'éducation des jeunes à l'image. »

Le Stéphanois junior n°10 est distribué aux CM2 et aux collégiens au retour des vacances. Il est également disponible dans les centres socioculturels, les accueils de la mairie et sur demande à serviceinformation@ser76.com



Le sommaire du dixième numéro de *Stéphanois junior* a été élaboré lors d'un comité de rédaction au collège Louise-Michel avec les élèves du club journal.



◀ Elsa Triolet (debout au centre) et Louis Aragon (premier en partant de la droite) dans leur propriété du moulin de Villeneuve, à Saint-Arnoult-en-Yvelines, dans les années 1950. On aperçoit sur cette photo Tristan Tzara (debout à gauche d'Elsa) et Eugène Guillemin (assis deuxième à droite d'Elsa).

ELSA TRIOLET : ÉPISODE 3

Créer pour subsister...

Pendant trois ans, le couple Triolet-Aragon a pu subsister grâce aux bijoux créés par Elsa. Cette brève incursion dans le monde du luxe aura marqué la mode à bien des égards.

Cuir teinté, coton, papier, peinture à base d'écaillés de poissons, perles de pacotille, métal argenté ou doré, résine... tels sont quelques-uns des matériaux utilisés par Elsa Triolet pour créer ses colliers entre 1929 et 1932. « Elsa utilise des matériaux non précieux et atypiques, explique Coralie Cadène, l'historienne de la mode ayant réalisé le chantier de conservation préventive des bijoux d'Elsa. Elle récupérait des objets non précieux pour s'amuser des faux-semblants, dans un esprit qui rappelle le surréalisme. » Or, dans cet entre-deux-guerres, le bijou fantaisie ne s'est pas encore tout à fait imposé dans la garde-robe féminine. Il faudra attendre la couturière Coco Chanel et son sautoir en

perles synthétiques (qui fera scandale !) en 1928, pour que cette parure peu coûteuse s'impose dans la mode : « *La silhouette de la femme est alors envisagée dans son intégralité*, ajoute l'historienne de l'art. *Le bijou est intimement associé au vêtement et peut se porter au quotidien, sans occasion particulière. La mode commence à toucher un public plus large.* »

« Sauvages intéressants »

Réalisée dans un contexte économique, social et politique très dur (krach boursier de 1929, montée du fascisme et du nazisme), la commercialisation de ces bijoux aura permis au couple Triolet-Aragon de faire face aux difficultés matérielles. « *C'est par nécessité*

financière qu'[Elsa Triolet] s'est tournée vers ce commerce avec Aragon, explique Florence Calame-Levert, directrice du musée d'Évreux où ont été exposés les bijoux en 2015. *De cet épisode, naîtra un livre qui dénonce les pratiques sociales et économiques de cette activité.* » Dans ce livre, intitulé *Colliers*, Elsa dira de ce milieu de la haute couture : « Ce sont des maisons de commerce, des sociétés par actions, qui ne se distinguent en rien de n'importe quelle entreprise commerciale. » Mais avant d'en être tout à fait dégoûtée, l'écrivaine confessa dans le même texte que les « moeurs et coutumes » des individus qui dirigent les maisons du chic parisien et international auront aussi été des « sauvages intéressants au point de vue ethnographique ». On l'aura compris, cette incursion de trois ans au cœur de l'industrie du luxe n'aura rien ôté aux convictions de ces communistes. Et comme le dit Florence Calame-Levert, « *Elsa avait un intérêt assumé pour la coquetterie et continuera d'ailleurs à écrire pour des revues de mode après avoir quitté la haute couture, indignée par son fonctionnement* ». Comme quoi, militer pour la justice sociale n'est pas incompatible avec une certaine élégance...



HORS SÉRIE Un trésor stéphanois

L'exposition des bijoux d'Elsa Triolet, présentée au Rive Gauche jusqu'au 16 décembre, a fait l'objet d'un hors série au *Stéphanois*. Intitulé « Un trésor stéphanois », ce hors série est disponible dans les lieux d'accueil de la mairie.

Le sport amateur sur la touche

En réduisant le budget du ministère des Sports, l'État se prive des moyens d'une politique publique du sport cohérente sur tout le territoire... Au nom de quelle logique ?

Peu habitué à ce mode d'expression, le monde du sport est sorti de sa réserve [lire en coulisses p. 11] pour protester contre la baisse drastique des moyens qui lui sont alloués par l'État... alors même que le pays prépare les Jeux olympiques d'été de 2024 à Paris.

Après une baisse de 7 % en 2018, le budget du ministère des Sports subira une nouvelle

coupe de 6,2 % en 2019 et une suppression de 1 600 postes d'ici à 2022. « *Une situation critique* », confie au Stéphanois Marie-George Buffet, la ministre de la Jeunesse et des Sports de 1997 à 2022 à l'origine de la taxe de 5 % sur les droits de retransmissions télévisées d'événements sportifs, dite « *taxe Buffet* ». Cette taxe qui aurait dû rapporter cette année 46 millions d'euros, dont 40 M€ reversés au Centre national pour le

développement du sport (CNDS) en charge de les redistribuer aux clubs amateurs, a vu son plafonnement baisser de 40 à 25 millions d'euros (M€) par le gouvernement. « *C'est un détournement de l'argent destiné au sport amateur*, explique l'ancienne ministre communiste et signataire de la pétition #LeSportCompte. *En baissant le plafond, l'État encaisse 21 M€ qui auraient dû bénéficier au sport non-professionnel.* »

Les coulisses de l'info

La pétition #LeSportCompte lancée en septembre par le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) a recueilli plus de 252 000 signatures. Elle demande des « moyens à hauteur [des] apports humains, économiques et sociétaux [du sport] ». La rédaction a enquêté pour savoir ce qui a poussé le monde feutré du sport amateur à sortir de sa réserve.



« C'est un véritable hold-up », a quant à lui déclaré sur l'antenne de France info Denis Massegla, le président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF). Et quand l'État ne détourne pas l'argent du sport amateur, il diminue l'enveloppe du CNDS destinée à soutenir les équipements sportifs locaux (« dont 22 % ont plus de 50 ans », pointe Marie-George Buffet), au nom de « la réduction de la dépense publique ». Si prompt pourtant à serrer les ceintures, le gouvernement reste toutefois très attentif à desserrer celle de la Française des jeux (FDJ), dont le prélèvement exceptionnel de 0,3 %, qui avait pourtant rapporté 25 M€ au CNDS l'an passé, n'a pas été reconduit. Ce déshabillage du sport amateur ne servirait-il pas à rhabiller la mariée FDJ, promise à la privatisation par Emmanuel Macron ?

Agence du sport

Autre point d'inquiétude pour Marie-George Buffet : la création, au premier janvier 2019, d'une agence du sport en lieu et place du CNDS. « La question de son financement pose problème, poursuit Marie-George Buffet, mais se pose aussi celle du maintien d'une politique publique d'État du sport. L'État doit garder un rôle d'orientation des grandes politiques du sport, comme pour le développement du sport féminin et du sport santé. Je crains qu'avec une telle agence un ministère des Sports ne soit réduit qu'à un simple rôle de contrôle et de réglementation. Je crains également qu'il se décharge du financement

sur les seules collectivités et les familles. » Une crainte que la suppression d'ici 2022 de 1 600 postes de fonctionnaires du ministère des Sports ne peut qu'étayer. « On risque de perdre les conseillers techniques qui nous sont d'une grande aide sur le terrain, explique Corinne Marais, présidente du Club gymnique stéphanois (380 licenciés) également signataire de la pétition #LeSportCompte. Or ces fonctionnaires nous apportent beaucoup sur la formation des éducateurs sportifs et sur les questions techniques. »

Un apport que le comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports évalue, pour 2017, à l'équivalent d'une subvention de 104 M€ versée aux clubs. « Ils contribuent, ajoute le comité, à la mise en œuvre de la politique sportive de l'État et sont garants de la cohérence entre les projets sportifs des fédérations et les orientations prioritaires du ministère chargé des sports. »

« Une priorité municipale »

Au nombre de 1 600, ces conseillers techniques sont donc la principale courroie de transmission humaine entre l'État et les clubs. Le fait que le même État veuille supprimer 1 600 postes du ministère des Sports n'est peut-être (pas ?) qu'une coïncidence... Également signataire de #LeSportCompte, Michel Rodriguez, l'adjoint au maire en charge des sports, rappelle que « sur les quatre dernières saisons, 4 000 clubs de foot amateur ont disparu en raison du manque

de moyens ». Une réalité bien amère quand on sait qu'il y a un an à peine une délégation chinoise était venue au Madrillet pour étudier le système des clubs amateurs dont la Chine veut importer le modèle afin de devenir « champions du monde en 2026 » (Le Stéphanois n°241). « À Saint-Étienne-du-Rouvray, explique l'adjoint aux sports, le nombre de pratiquants dans les clubs a augmenté de 8,4 % entre 2011 et 2016. L'année dernière, le nombre de pratiquants a bondi de 8,5 %. Ce succès s'explique par la priorité municipale qui est d'offrir une pratique sportive à un maximum d'enfants et d'adultes. Et cela demande des moyens qui se font de plus en plus rares du fait des politiques publiques toujours plus axées sur la performance. » Et l'élu d'illustrer cette dérive calquée sur le « modèle anglais » : « En 1996, le Royaume-Uni s'est retrouvé au 35^e rang pour les médailles olympiques. Il a alors décidé de concentrer ses moyens sur les seules disciplines pourvoyeuses de médailles. Le pays est aujourd'hui au 3^e rang olympique mais plus de la moitié des enfants des quartiers populaires ne savent pas nager ou faire du vélo. Le gouvernement français est en train de prendre les mêmes orientations. La Région Normandie est quant à elle déjà dans ce schéma. Elle ne subventionne plus que les clubs susceptibles d'être médiatisés.

▲ À Saint-Étienne-du-Rouvray, le nombre de pratiquants dans les clubs a augmenté de 8,4 % entre 2011 et 2016.

Résultat : le club de judo stéphanois n'a pas pu obtenir de la Région les 4 000 euros qui lui manquaient pour acheter de nouveaux tatamis. C'est la Ville qui a dû se substituer à la Région via une subvention exceptionnelle. » La pétition #LeSportCompte rappelaient « les apports humains, économiques et sociétaux » du sport. Mais avec des aides exclusivement dirigées sur la performance, au détriment du sport pour tous, ce sont 40 millions* de sportifs amateurs et occa-

sionnels qui sont mis sur la touche ; c'est le poids économique du sport amateur (6,25 milliards d'euros**) qui risque la cure d'amaigrissement ; ce sont, enfin, tous les enjeux éducatifs, de bien-être, de santé, de lien social et de développement durable qui sont relégués au second plan...

* Source : Centre de droit et d'économie du sport, 2016.

** Source : CNOSF, 2018. La valorisation du bénévolat dans le sport a quant à elle été estimée entre 5,3 et 10,9 milliards d'euros.

Entraîneur et/ou manager ?

Quand le sport-spectacle prend le dessus sur le sport pour tous et que les formateurs troquent leurs survêtements pour des costumes cravates, comment l'Université forment-elles les futurs cadres, techniciens, entraîneurs et enseignants de la pratique sportive ?

Lundi 24 septembre 2018, le ministère des Sports actait une baisse effective de son budget de 481 à 451 millions d'euros. Une décision qui ne sera pas sans conséquence sur l'emploi et un signal manifeste et assumé du désengagement de l'État par rapport au sport en tant que politique publique nationale, alors que dans le même temps la France investit massivement pour les Jeux olympiques de 2024 à Paris. Dont acte, il n'est plus question de miser sur la pratique sportive, l'accès au sport pour tous mais de se concentrer davantage sur le sport spectacle, le sport événement, le sport qui se regarde avec un smartphone ou une tablette grâce à la 5G. On ne parle plus de lien social ni de projet éducatif mais de relever des

défis économiques et numériques (lire interview ci-contre). Dans un tel contexte, il revient aux collectivités locales et aux fédérations de « reprendre la main » selon la propre expression d'Emmanuel Macron. Alors, l'avenir paraît bien incertain pour les jeunes qui font le choix d'intégrer les UFR Staps (Sciences et techniques des activités physiques et sportives). À quels métiers l'Université française se doit-elle de les préparer pour demain ?

Ligne(s) d'arrivée

Premier constat du côté de l'université de Rouen, comme à l'échelle nationale, la filière Staps demeure sous tension avec des demandes d'inscription qui ne faiblissent pas. Pour la rentrée 2018, 630 néo-

bacheliers se sont retrouvés sur les bancs des amphithéâtres en première année aux côtés d'environ 200 redoublants. Des chiffres à peu près identiques à ceux de la rentrée 1995. L'offre d'options évolue mais les débouchés se maintiennent. Une enquête réalisée en 2013 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur l'insertion professionnelle des masters indiquait que 91 % des titulaires d'un master en Staps trouvaient un emploi dans les dix-huit mois. Les emplois sont donc toujours là à l'issue de la formation mais pas forcément les mêmes. « En 1995, la voie royale, c'était l'option éducation et motricité qui préparait aux concours du Capest et l'agrégation, explique Damien Féménias, directeur adjoint de l'UFR Staps de Rouen.





Une autre partie des étudiants s'orientait vers la section entraînement sportif. Peu d'entre eux accédaient au niveau national, la grande majorité trouvait un poste dans des clubs locaux ou dans des centres de remise en forme. » Dès cette époque, une option management était proposée « dans l'espoir de voir se développer l'emploi dans les collectivités locales. Ce qui n'a pas été le cas malheureusement ».

Emplois d'avenir ?

Vingt ans plus tard, même si la pratique sportive reste un socle incontournable de la formation à Rouen, le profil des étudiants a évolué avec une offre de licences et de masters en management plus fournie. « Si un tiers d'entre eux sont issus de l'élite régionale voire nationale et internationale, beaucoup d'étudiants ne sont pas des sportifs. Ils n'ont pas une pratique en continu et ne sont pas forcément licenciés en club », précise Damien Féménias. Peut-être un signe des temps où il s'agit moins pour les postulants de faire du sport que de manager l'activité sportive. Parce que l'Université n'a pas vocation à former des diplômés sans

emploi, il s'agit de s'adapter. L'objectif à Rouen est de créer « des masters plus généralistes avec des débouchés plus divers dans le secteur de l'événementiel, le sport en entreprise, l'échauffement en milieu professionnel sur les sites de production pour éviter notamment les troubles musculo-squelettiques », poursuit Damien Féménias.

Dans un autre registre, « les baisses de dotations de l'État ont poussé de nombreuses communes à se lancer dans des délégations de service public pour gérer des équipements comme les piscines en particulier. Dans ce domaine, il y a des postes à prendre pour la gestion des personnels et des équipements », reconnaît Damien Féménias. Ou quand les cadres formés par l'Université sont voués à pallier la fin programmée du service public au profit des entreprises privées. ■

▲ Quand la priorité est donnée au sport spectacle ou au sport événement, qu'en est-il du lien social ou du projet éducatif ?

INTERVIEW

« Un risque d'ubérisation »

Alain Loret, professeur honoraire des universités Rouen Staps.

Quelles sont les principales évolutions qui touchent le milieu sportif en 2018 ?

Depuis quelques années déjà, l'État a décidé de se désengager du sport qui se pratique pour miser sur le sport spectacle, le sport qui se regarde, dans la perspective des Jeux olympiques de 2024. Une nouvelle logique est à l'œuvre qui s'applique dans le cadre de partenariats public-privé. Le problème, c'est que l'événement sportif ne produit pas d'emplois pérennes, ce ne sont que des petits boulots, au mieux des CDD. Cette tendance n'est pas bénéfique aux formations proposées en Staps. Une partie du sport en France repose encore sur des initiatives et des budgets portés par les collectivités locales. Mais ce réservoir d'emplois se tarit. Les communes se désengagent aussi faute de moyens. Aujourd'hui, il y a moins de concours de la fonction publique territoriale dans le domaine du sport avec une raréfaction de l'emploi dans les collectivités territoriales.

Dans un tel contexte, à quoi peut-on s'attendre dans les années à venir ?

La prochaine étape à venir, c'est l'apparition du numérique dans le sport et le risque d'ubérisation. On peut constater aujourd'hui que la majorité des coureurs passent par des applications sur leur smartphone en suivant des programmes d'entraînement bien loin des associations ou des clubs liés à la fédération française d'athlétisme. C'est valable aussi pour le cyclotourisme. C'est du service dématérialisé qui entraîne une déclassification des formateurs. Le risque existe, celui du passage d'une association sportive avec adresse postale à une organisation, une communauté sportive, avec juste une adresse internet. Le phénomène s'accélère. Il reviendra aux fédérations de se concentrer sur l'organisation des compétitions. Ce qui échappe encore à l'ubérisation, ce sont les associations sportives qui participent à l'intégration sociale. Jusqu'à quand ?

Élu.e-s communistes et républicains

Nous commémorons en ce moment le centenaire de la fin de la Grande Guerre, et pourtant... Combien de guerres au service du capitalisme depuis un siècle ? Combien d'états déstabilisés par l'impérialisme des uns, sur le dos des peuples ?

« C'est bien fini, c'est pour toujours ; De cette guerre infâme ». Si elle était d'actualité lorsque les soldats entonnaient la chanson de Craonne, la paix est encore bel et bien une idée neuve.

L'arrivée par les urnes de pouvoirs autoritaires dans de grandes puissances ces dernières années, comme aux États-Unis avec Donald Trump, ou encore dernièrement au Brésil, avec Jair Bolsonaro, ne peut que nous faire craindre un peu plus une surenchère et une multiplication des conflits internationaux.

À l'heure où la France vend des armes à l'Arabie Saoudite et normalise ses relations diplomatiques avec des états terroristes du Moyen-Orient, nos dirigeants doivent mesurer toute la responsabilité qui est la leur face aux pages d'histoire qui s'ouvrent.

Défendre les libertés démocratiques, le respect des Droits de l'Homme, la démilitarisation des relations internationale et la promotion d'une sécurité humaine sont des enjeux de notre temps.

TRIBUNE DE Joachim Moyse, Francine Goyer, Pascal Le Cousin, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Nicole Auvray, Daniel Vezie, Hubert Wulfranc, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élu.e-s Droits de cité mouvement Ensemble

Trop, c'est trop ! C'est encore nous qui trinquons avec la hausse du prix de l'essence. Macron cogne sur notre pouvoir d'achat. Le patronat et l'extrême droite font semblant de nous défendre. Ils ne défendent de fait que leurs intérêts politiques et financiers. C'est tout le pouvoir d'achat de la population qui est touché, pas les profits du patronat, des gros transporteurs routiers. Notre pouvoir d'achat est déjà violemment attaqué par la CSG, les taxes sur les produits de première nécessité, les loyers élevés, la baisse des pensions. Sans oublier le blocage des salaires depuis des années. Macron a, en même temps, baissé les impôts pour les riches et multiplié les cadeaux aux privilégiés.

La hausse du coût du pétrole est faible. L'essentiel, ce sont les taxes. Stop aux hausses du prix de l'essence, aux baisses des minima sociaux ! Oui à la hausse des salaires ! Oui aux transports publics gratuits ! Non au tout routier ! Non au contournement Est ! Oui à la reprise du fret ferroviaire !

À nous de nous unir, pas avec le patronat, les riches, l'extrême droite. Nous sommes le nombre et la force ! Nous pouvons faire reculer Macron et son gouvernement. C'est possible !!!

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élu.e-s socialistes écologistes pour le rassemblement

Avez-vous lu « Une petite ville nazie » ? William Allen décrit, dans ce livre paru en 2003, toujours en vente, la stupéfiante montée du fascisme en Allemagne en analysant tous les événements qui se sont passés dans une petite ville allemande entre 1930 et 1935. L'auteur démontre les rouages du mécanisme qui conduisent à la transformation de la vie des habitants, alors que la démocratie disparaît et que la dictature s'impose. L'élection dimanche 28 octobre au Brésil d'un candidat fasciste annonce des années sombres pour les Brésiliens. Sur fond de crise économique, de grandes difficultés et d'inégalités sociales, le Brésil, plus grand pays d'Amérique latine, vient de choisir un président d'extrême droite qui prône le régime dictatorial et s'affiche ouvertement sexiste, raciste, homophobe.

La gauche, dans toutes ses composantes, porte en elle l'espoir d'un monde meilleur, d'une démocratie vivante, d'une solidarité audacieuse, pour offrir l'égalité, la justice et la paix. C'est un engagement qui ne doit jamais cesser. Face aux extrêmes, c'est cette voie que nous défendons, écologiste et solidaire.

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élu.e-s vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Le dernier conseil municipal a permis d'aborder la question du budget de la commune pour l'année 2019. La réduction des dépenses publiques est le principal élément d'inquiétude. Nous savons que le gouvernement procédera une nouvelle fois à une cure d'austérité pour les collectivités locales, sans parler de la suite de la réforme de la fiscalité locale qui ne pourra qu'aggraver la baisse des recettes. Soumise aux règles financières intrinsèques au système capitaliste, qui enrichissent les banques au détriment des populations, notre commune est toujours touchée par un taux d'endettement supérieur à la moyenne nationale pour les communes de même taille. Il ne doit y avoir aucune augmentation des taxes locatives ni foncières ! La population ne doit pas payer à la place des banquiers. Nos craintes résident aussi dans « les efforts » annoncés sur les dépenses concernant le personnel communal, ce qui semble déjà se traduire, au vu d'un certain mécontentement qui s'exprime parmi les agents municipaux, par une pression accrue sur les personnels quant à leur charge de travail. Et il ne peut être question de mettre en danger les missions essentielles des services publics de la commune.

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche.

BON À SAVOIR

Solidarité : savoir pour agir

Cette année, Savoir pour agir a pour thème « Le tour du monde dans mon assiette ». De 18 à 21 heures à la salle festive : découverte des espaces continents Afrique, Amérique latine et Asie ; présentation des légumes anciens et de saison, suivie de la réalisation de smoothies et de recettes de légumes ; découverte des cuiseurs solaires et à bois économes... Participation d'un atelier autour des petits bricolages scolaires.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS au 02 32 91 51 11. Entrée gratuite.

Une soirée consacrée au Maitron, avec Edwy Plenel

L'espace Georges-Déziré accueille une soirée consacrée au Maitron (Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social) mercredi 21 novembre.

- 19 heures à la bibliothèque : remise du Maitron à la Ville et remise de la Ville de plusieurs notices de Stéphanois à la direction du Maitron.
- De 20 à 21 heures : lecture théâtralisée de *Voyage en terres d'espoir* d'Edwy Plenel, par la compagnie Les mots à dire. Texte enrichi, pour l'occasion, de quelques personnages locaux.
- De 21 à 22 heures : table ronde autour du livre et de son actualité animée par Jacky Maussion (institut d'histoire sociale de la CGT), avec Claude Pennetier (historien), Edwy Plenel et Gilles Lebreuilly (CGT territoriaux Saint-Étienne-du-Rouvray).



Téléthon



L'association Solidarité espoir recherche organise le Téléthon stéphanois qui se déroulera à partir de vendredi 30 novembre.

- Vendredi 30 novembre. 18 h 30 : tournoi de football en salle, gymnase de l'Insa ; 17 h 45 : deux circuits de randonnées pédestres nocturnes et 20 h 30 : dégustation de vin chaud et soupe automnale, assiettes anglaises, crêpes à la salle festive.
- Samedi 1^{er} décembre. À la salle festive. 11 heures : dictée ; 13 heures : circuits de 20 ou 40 km à VTT ; 14 heures : atelier de détente du dos ; de 14 à 16 heures : zumba party ; 18 heures : apéritif réunionnais ; 19 heures : bal country ; dans l'après-midi : tournoi de tennis en double.
- Dimanche 2 décembre : loto de 14 à 19 heures à la salle festive.
- Mardi 4 décembre : petit-déjeuner solidaire de 8 h 30 à 10 h 30 au centre socioculturel Georges-Brassens.
- Vendredi 7 décembre : soirée « Faites de la soupe solidaire » de 18 h 30 à 21 heures au centre socioculturel Georges-Brassens.
- Mercredi 19 décembre : loto solidaire pour les enfants de 14 à 17 heures au centre socioculturel Georges-Brassens.

HABITAT INDIVIDUEL

UNE COLLECTE DES DÉCHETS PAR SEMAINE

À compter de lundi 7 janvier 2019, il n'y aura qu'une collecte des ordures ménagères, le jeudi, uniquement pour l'habitat individuel et l'habitat collectif inférieur à dix logements.

ANIMATIONS

JOURNÉE DE L'IMAGINAIRE

Le centre socioculturel Georges-Déziré, en partenariat avec les Animalins Ferry/Jaurès et l'Agence légendaire, propose la journée de l'imaginaire, samedi 17 novembre de l'espace Georges-Déziré de 13 h 30 à 18 heures. Au programme : escape game pour petits et grands, ateliers maquillage et coiffure, jeux en bois, jeux de rôle, murder party de 19 à 22 heures sur inscriptions.

PERMANENCE

AMÉLIORATION DE L'HABITAT

Inhari tient une permanence « amélioration de l'habitat » dans plusieurs communes de la Métropole. Prochaine permanence à l'hôtel de ville de Saint-Étienne-du-Rouvray, salle des permanences : jeudi 29 novembre de 9 h 30 à 11 h 30.

ENQUÊTE

CONDITIONS DE TRAVAIL

L'Insee, en partenariat avec la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail réalise, jusqu'au 31 mai 2019, une importante enquête statistique sur les conditions de travail auprès des personnes résidant en France. Cette enquête est réalisée sur un échantillon d'environ 34 500 logements, parmi lesquels des Stéphanois qui seront interrogés par Sylvie Delbort, munie d'une carte officielle. Chaque Stéphanois sera prévenu individuellement par lettre.

Agenda

SANTÉ

LUNDI 12 NOVEMBRE

Vaccinations gratuites

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, de 16 h 30 à 18 heures, au centre médico-social rue Georges-Meliès.

► Renseignements au 02 76 51 62 61.

SENIORS

JEUDI 22 NOVEMBRE

Thé dansant

Organisé par l'Association du centre social de La Houssière à la salle festive à partir de 14 heures, animé par l'orchestre « Nevada ». Entrée libre, buvette, gâteaux.

LUNDI 3 DÉCEMBRE

Cinéma

Sortie cinéma Le Mercure à Elbeuf pour *Normandie nue*, un film de Philippe Le Guay avec François Cluzet et Toby Jones. Durée : 1 h 45. Inscription lundi 26 novembre uniquement par téléphone au 02 32 95 93 58 à partir de 10 heures, dans la limite des places disponibles. Prix de la place : 2,50 € transport compris

SPORT

DIMANCHE 18 NOVEMBRE

Trail du Rouvray

Gymnase de l'Insa, 9 heures : 30 km, 9 h 30 : 11 km, 9 h 35 : marche nordique.

► Renseignements au 06 71 95 96 59.

ANIMATIONS

SAMEDI 17 NOVEMBRE

Manille coïncée

Le concours de manille coïncée en individuel du comité des quartiers Saint-Étienne-du-Rouvray centre a lieu à 14 heures à la salle Coluche de l'espace des Vaillons. Ouverture des portes à 13 h 30.

DIMANCHE 18 NOVEMBRE

Loto

Les parents d'élèves du collège Paul-Éluard organisent un loto de Noël à 14 heures au gymnase du collège Paul-Éluard, rue des Coquelicots. Ouverture des portes à 12 heures. 2 € le carton, 10 € les six.

► Réservations conseillées au 06 50 16 33 21.

MERCREDI 21 NOVEMBRE

Cyber-harcèlement et cyber-sexisme

Rendez-vous de l'info, dans le cadre de la semaine de lutte contre les violences faites aux femmes.

► De 9 à 11 heures, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Sans inscription. Renseignements auprès de la division du développement social, 06 83 03 01 50.

MERCREDI 28 NOVEMBRE

Peinture

La peinture dans tous ses états avec l'Association du centre social de La Houssière.

► De 10 à 17 heures, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Inscriptions et renseignements au 02 32 91 02 33.

SAMEDI 1^{ER} DÉCEMBRE

Bourse aux jouets

La bourse aux jouets de l'association Chouette ! On sort ! a lieu de 9 h 30 à 17 heures, à la salle Coluche de l'espace des Vaillons. 3 € la table.

► Réservations au 07 67 31 36 72.

CULTURE

EXPOSITIONS

JUSQU'AU 21 DÉCEMBRE

Hommage à Rosa Parks par l'UAP

En refusant, en 1955, de céder sa place à un passager blanc dans un autobus, Rosa Parks va devenir une figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis, et combattrà aux côtés de Martin Luther King. C'est à partir de ce geste courageux de cette vie consacrée à la dignité de l'être humain que les artistes de l'UAP vont œuvrer.

► Espace Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements auprès du centre socioculturel Georges-Déziré au 02 35 02 76 90.

CINÉMA

JEUDI 15 NOVEMBRE

Visages, Villages

Sillonnant les routes de France à bord d'une camionnette-studio, JR photographie des ouvriers, vendeuses... et affiche leurs photos en grand format, dans la rue qui se transforme alors en galerie ouverte sur l'art. La cinéaste Agnès Varda filme ces rencontres.

► 18 h 30, bibliothèque Louis-Aragon. Entrée gratuite. Renseignements et réservations obligatoires dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

ANIMATIONS

VENDREDI 16 NOVEMBRE

Tous à table !

En partenariat avec les jeunes Stéphanois en contrats partenaires jeunes et le service jeunesse, l'équipe des ludothécaires-bibliothécaires propose des jeux sur table comme « Mange qui peut », « Crêpe party », « Chaud devant », « Chantilly », « Speed pizza », « Service compris »... À partir de 10 ans. L'équipe stéphanois sera présente au festival du livre de jeunesse, vendredi 30 novembre, samedi 1^{er} et dimanche 2 décembre, à la Halle aux Toiles à Rouen.

► 19 h 30, bibliothèque de l'espace Georges-

Déziré. Entrée gratuite. Renseignements et réservations obligatoires dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

VENDREDI 30 NOVEMBRE

Soirée culturelle

Dans le cadre de la semaine du handicap, ciné-débat avec le Groupe d'entraide mutuelle.

► À 18 h 30. Renseignements auprès de la division du développement social au 06 83 03 01 50. gratuite. Renseignements et réservations obligatoires dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

Exposition



jusqu'au 16 décembre

AU RIVE GAUCHE

SAMEDIS 10, 17 NOVEMBRE,

8 DÉCEMBRE ET DIMANCHES

25 NOVEMBRE, 2 ET 16 DÉCEMBRE

Visites guidées de l'exposition

JUSQU'AU 15 DÉCEMBRE

Exposition | La mode

► Bibliothèque Elsa-Triolet.

JUSQU'AU 30 NOVEMBRE

Exposition | Elsa Triolet (1896-1970) – Les mots et les bijoux

► Centre socioculturel Jean-Prévoist.

SAMEDI 17 NOVEMBRE

Atelier numérique | Impression de bijoux par imprimante 3D

DIMANCHE 18 NOVEMBRE

Sortie | Visite du moulin de Saint-Arnoult-en-Yvelines

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

Cinéma | Elsa la rose, court-métrage d'Agnès Varda

SAMEDI 24 NOVEMBRE

Rencontre | Bijoux et bataille du livre

JEUDI 29 NOVEMBRE

Théâtre | Qui êtes-vous Elsa Triolet ?

► Le programme détaillé est à retrouver sur saintetiennedurovray.fr

festival

CHANTS D'ELLES



VENDREDI 16 NOVEMBRE

CABARET | Les Goules Poly

Avec un répertoire issu des chants traditionnels du monde, ces six chanteuses proposent un spectacle qui embarque le public au-delà des frontières pour un tour de chant à capella et polyphonique. Avec la chorale Voix de femmes en première partie.

► 20 h 30, centre socioculturel Jean-Prévost. 7,40 €. Renseignements et réservations obligatoires au 02 32 95 83 66.

MERCREDI 21 NOVEMBRE

JEUNE PUBLIC | Oh la vache...

Elle s'appelle Lulu, c'est une vache, elle n'est pas bien grande mais elle a disparu... Elle collectionne de nombreux pépins. Car tous les animaux de la ferme sont unanimes : Lulu, c'est la reine de la catastrophe. Il faut vraiment la retrouver !

► 15 heures, centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée gratuite. Renseignements et réservations obligatoires au 02 32 95 83 66.

VENDREDI 23 NOVEMBRE

CONCERT | Swampy River

Le trio blues Swampy River propose une création musicale qui puise ses origines dans le blues métissé façon New Orleans avec ses multiples influences.

► 18 h 30, centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée gratuite. Renseignements et réservations obligatoires au 02 32 95 83 66.

THÉÂTRE

MARDI 20 NOVEMBRE

Don Quichotte d'après Cervantès

Une épopée baroque mise en scène par Anne-Laure Liégeois, portée par trois comédiens, pour un personnage en quête d'absolu : entre rêve et réalité, amour et amitié, bravoure et lâcheté...

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

MARDI 27 NOVEMBRE

Nathan le sage de Lessing

Une rencontre au sommet. Au sommet de l'homme. En 1187, dans une Jérusalem dévastée par les Croisades et les préjugés religieux, un juif, un musulman et un chrétien se rencontrent.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

CHANSON

VENDREDI 23 NOVEMBRE

Benjamin Biolay & Melvil Poupaud

Chanteurs, musiciens et comédiens, Benjamin Biolay et Melvil Poupaud reviennent à l'essentiel en jouant sur scène leur « songbook » idéal.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

CONCERT

VENDREDI 30 NOVEMBRE

Pôl'art sur scène

Sur fond de musiques actuelles et d'ateliers d'écritures, Pôl'art est le lieu de toutes les initiatives musicales, du projet à la réalisation.

► 20 h 30, centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée gratuite. Renseignements et réservations au 02 32 95 83 66.

CIRQUE

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

L'effet escargot | Compagnie Kadavresky

Ces cinq joyeux drilles qui s'agitent à l'intérieur de leur coquille sont tout à la fois musiciens, danseurs, comédiens, acrobates. Leur unique ambition : procurer du plaisir à un public de tout âge, à coups de prouesses techniques et physiques : acrobaties, équilibres, sangles aériennes, jonglage, ski dansé, le tout sur une musique jouée en direct.

► 16 heures, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

DANSE

VENDREDI 16 NOVEMBRE

La Fugue en question...

Pierre Rigal et Béatrice Massin. Deux chorégraphes aussi différents que passionnants. Réunis à l'occasion d'une nouvelle édition des Talents Adami danse créés pour valoriser le travail de jeunes danseurs, ils composeront chacun une pièce sur le thème de la fugue.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

ATELIER DE DANSE

VENDREDI 30 NOVEMBRE

Voulez-vous danser avec moi ?

Deux heures de danse sur la scène du Rive Gauche, menées par Emmanuelle Vo-Dinh, chorégraphe du Phare, centre chorégraphique national du Havre Normandie, en amont de son spectacle Cocagne programmé le 4 décembre. Atelier ouvert à tous les publics, à partir de 15 ans, sans niveau minimum requis.

► 19 heures, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94

JEUNE PUBLIC

SAMEDI 24 NOVEMBRE

La Tambouille à histoires

Vous êtes invités à venir écouter des histoires choisies pour les enfants de 4 à 7 ans.

► 10 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.



Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.

État civil

MARIAGE

Hakim Adradjiou et Fousia Kheyar.

NAISSANCES

Mayar Ammar Mejri, Sofiane Assouab, Natéo De Backer, Logan Dieppois, Amira Erraidi, Louka Geirnaert, Mathéo Grandval Leal, Talya Martins-Fernandes, Mylan Morel, Tyana Mouchet, Adam Ngandzi, Édouard Royer, Raphaël Royer, Célia Slimani, Mélià Slimani, Aalya Barbelin, Gabin Di Mieri, Tyhago Dolbec Bordet, Jade Egasse, Marouane El Fajri, Ayoub El Hraychy, Robin Farge, Maxime Gilles, Raphaël Lauwereys Gantier, Sydra Louzi, Paul Péan, Kamel Zourgui.

DÉCÈS

Michelle Vacher, René Beauzels, Brigitte Pagout, Joseph Gomis, Dominique Prieur, Michel Veltin, Antoine Gomis, Hachemi Chikhi, Albino Costa Da Silva, Gisèle Pilard divorcée Boutigny, Jacqueline Berlendis, Liliane Brillault divorcée Lavalette, Julienne Le Guellec, Raymonde Harou, Andrée Balluet, Claude Dugal, Nadine Gueudeville, Yvette Bénard, Mauricette Troude, Marcel Banczak, Roland Lesueur, Pascal Bénard divorcé Lefebvre, Bernard Duval, Jacqueline Hacquebart, Jacqueline Pollet, Luigi Pitzalis, Yvette Merre.



PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Des hommes sacrifiés

Cent soixante-dix-sept noms sont gravés sur les deux monuments stéphanois érigés en mémoire des soldats tués lors de la Première Guerre mondiale. Mais ils seraient en fait plus de 200 à être tombés...

Le 11 novembre à 11 heures sonnera le centième anniversaire de l'armistice qui mit fin aux combats de la Première Guerre mondiale. Pendant ce conflit total qui tua 10 millions de civils et militaires, les familles stéphanoises ont lourdement payé l'impôt du sang. Selon les recherches effectuées par Janine Lebreton et Catherine Voranger de l'atelier histoire et patrimoine du centre socioculturel Georges-Déziré, les 177 noms inscrits sur les monuments de la commune ne recensent pas la totalité des soldats stéphanois « morts pour la France », selon

la formule légale.

« La gravure des noms sur le monument était payante, explique Janine Lebreton, et certaines familles ne pouvaient pas faire face à la dépense. Par ailleurs, les pratiques en matière d'état civil n'étaient pas homogènes, ainsi un décès pouvait être déclaré non pas au lieu de naissance mais à la dernière adresse du disparu ou à celle d'un proche. De ce fait, le nombre de 208 décès recensés pendant la guerre 14-18 à Saint-Étienne-du-Rouvray doit être envisagé avec prudence : dans les faits, il est sans doute plus élevé. »

Mais au-delà de cette comptabilité macabre, derrière chaque nom, gravé ou non dans la pierre, se dessine un destin que l'époque aura voulu tragique.

« Il avait 19 ans »

« Nous ne connaissons pas la date de décès de 46 tués sur 208, ajoute Janine Lebreton. Il est donc difficile de connaître les noms du premier et du dernier tué stéphanois. Toutefois, parmi ceux dont nous connaissons la date de décès, Émile Lepesqueur est mort parmi les premiers, le 22 août 1914 en Belgique, et Maurice Leroy, décédé

◀ Il existe deux monuments dédiés aux victimes stéphanaises des guerres. Le premier, dit « monuments aux morts » est situé au cimetière Centre (à droite). Inauguré le 26 avril 1896, après la guerre franco-prussienne de 1870, il est l'œuvre de l'architecte Charles Fleury. Le second, dit « monument au souvenir » est situé place de la Libération (à gauche), près de la mairie. Inauguré le 30 septembre 1928, il est l'œuvre du sculpteur Robert Delandre. ▶

PHOTO : L.S.



le 27 octobre 1918 dans l'Aisne, pourrait être le dernier mort de notre commune sur le champ de bataille. N'oublions toutefois pas les soldats décédés de maladie contractée en service, ou des suites de leurs blessures, après le 11 novembre 1918, tel le caporal Gérard Prévost décédé en Turquie le 6 décembre 1918. » L'un des plus jeunes soldats stéphanaï « tué à l'ennemi » s'appelait Robert Laubier, il avait 19 ans. Déclaré « mort pour la France », il est tombé près du village des Épargnes dans la Meuse le 18 avril 1915. L'un des plus âgés s'appelait Wacslas Baron. Il est décédé à 48 ans le 14 septembre 1917 de « maladie contractée en service », à Rouen. Le souvenir de ces hommes sacrifiés témoigne de l'immense catastrophe que

fut la Première Guerre mondiale. Un siècle plus tard, célébrer la paix et l'amitié entre les peuples demeure une urgence, indique le maire Joachim Moyse qui recevra le 11 novembre son homologue de Nordenham [lire l'interview ci-contre], notre ville jumelle : « La cérémonie du 11 novembre 2018 illustre la force du lien d'amitié qui unit la France et l'Allemagne, Saint-Étienne-du-Rouvray et Nordenham. Ce lien s'appuie sur les valeurs fortes du respect, de la fraternité entre les peuples, de la paix. Donner à voir ces valeurs, les faire vivre au quotidien est dans l'ADN de notre ville. » ■

CÉRÉMONIE Le 11 novembre, 10 h 15 : cimetière du Madrillet ; 10 h 30 : cimetière centre ; 11 heures : monument aux morts, place de la Libération.

SITE INTERNET

Mémoire des hommes

Les Stéphanaï « tués à l'ennemi » entre 1914 et 1918 comptent parmi le million et demi de soldats français et issus des colonies déclarés « morts pour la France » recensés par le site Mémoire des hommes du ministère des Armées. À ces victimes s'ajoutent les quelque 95 000 autres soldats « n'ayant pas obtenu la mention » et les 1 009 militaires ou civils fusillés « en application d'une décision de la justice militaire ou exécutés sommairement ». Selon le même site Mémoire des hommes, aucun Stéphanaï n'a été fusillé ou exécuté sommairement.

INTERVIEW

« Les jeunes Français et Allemands ont beaucoup en commun »

Carsten Seyfarth est le maire (Bürgermeister) de Nordenham, ville d'Allemagne (Basse-Saxe) jumelée avec Saint-Étienne-du-Rouvray. Propos traduits par Édith Zurhold.

Quelles traces la Première Guerre mondiale a-t-elle laissées en Allemagne ?

La Première Guerre mondiale et son horreur inhumaine est la « catastrophe initiale du XX^e siècle », qui a engendré d'autres catastrophes. Le nationalisme et la haine ainsi que l'échec de toute diplomatie en sont les causes. Vingt et un ans après la fin de cette guerre, nous, les Allemands, avons commencé la barbarie de la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est qu'après cela et face aux millions de morts des deux guerres que nous avons appris combien la paix et l'entente sont précieuses. Le centième anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale nous exhorte avec insistance à défendre la liberté et l'humanité, la justice et la tolérance. Ces valeurs doivent continuellement être développées.

Comment donner envie aux jeunes Français et Allemands de mieux se connaître ?

Je pense qu'il y a déjà beaucoup de choses qui se passent ici. Le facteur décisif est la rencontre personnelle, qui sera toujours enrichissante, que ce soit en vacances, en échange d'étudiants ou à l'étranger. Les associations de jumelage, ainsi que notre cercle d'amis Nordenham-Saint-Étienne-du-Rouvray, pour le travail desquels je tiens à exprimer ma gratitude, constituent une base importante pour ces projets. C'est précisément dans les écoles qu'il faut éveiller l'intérêt pour nos deux pays : la curiosité pour la culture, la langue et l'histoire. À l'ère d'internet et des réseaux sociaux, les jeunes Français et Allemands ont beaucoup en commun. De nos jours, il est plus facile de maintenir le contact que par le passé. Cependant, rien ne peut remplacer une connaissance personnelle, qui peut créer un lien pendant de nombreuses années.

EN DIRECT DE POUDLARD

Qu'est-ce quidditch ?

Lorsque J.K. Rowling a créé le personnage d'Harry Potter en 1990, elle n'imaginait sans doute pas qu'un jour une équipe de quidditch viendrait s'entraîner à Saint-Étienne-du-Rouvray. Et pourtant...



PHOTOS : J.-P. S.

Le quidditch est sans aucun doute le plus célèbre jeu collectif du monde des sorciers. Une discipline qui a permis au personnage d'Harry Potter de s'illustrer dès sa première année à Poudlard. Depuis cinq ans, c'est aussi un sport que chacun peut pratiquer notamment au sein du parc omnisports Youri-Gagarine, grâce à l'initiative d'un groupe d'étudiants de l'Insa. Nul besoin d'être fan des livres ou des films voire d'être incollable sur les sorts et la lutte contre les Mangemorts. « *La plu-*

part des pratiquants sont avant tout là pour le plaisir du sport », insiste Jessica Billoré, étudiante en 3^e année en architecture des systèmes informatiques. Ce qui n'empêche pas l'équipe locale d'avoir choisi son nom parmi la galerie de bestioles créées et ou élevées par le géant Hagrid. Les Skreewts, puisqu'ils se nomment ainsi revendiquent le quidditch comme un sport complet, « *à mi-chemin entre le rugby, le handball et la balle au prisonnier* ». Une potion détonante qui impose de respecter quelques règles

pour ne pas devenir tout à fait explosive. « *On ne vole pas sur des balais mais il faut quand même conserver un manche en bois ou en plastique entre les jambes tout au long de la partie* », explique Lucas Bot, étudiant de 3^e année à l'Insa lui aussi au département de mécanique. Pour le reste, les sept postes sont répartis entre les poursuiveurs qui gèrent « le souaffle » pour marquer des buts, les batteurs s'occupent des « cognards » qui permettent de neutraliser les poursuiveurs en possession du souaffle, le gardien défend les buts et l'attrapeur qui entre en jeu à la 18^e minute et qui n'a qu'un seul objectif : le « vif d'or ». « *La partie se déroule jusqu'à ce que le vif d'or soit en possession d'une équipe* », précise Lucas Bot. Dans les faits, il s'agit d'attraper une balle de tennis enfilée dans une chaussette jaune accrochée dans le dos d'un joueur neutre. « *Autrefois, le porteur du vif d'or pouvait sortir du terrain, prendre le bus, le métro... aujourd'hui, la partie se déroule exclusivement dans les limites du terrain.* »

L'équilibre parfait

En dehors des entraînements, les Skreewts retrouvent régulièrement leurs adversaires de la ligue du Nord qui intègre Caen, Lille et Paris. « *L'édition 2017 de la Coupe de France a réuni pas moins de dix-sept équipes. La communauté du quidditch est très active en France, nous nous connaissons tous et nous échangeons beaucoup* », souligne Jessica Billoré. Une grande famille qui s'appuie sur des valeurs de fair-play mais aussi de respect de la mixité au sein des équipes. « *Pas plus de quatre personnes du même genre sur le terrain* », indique Lucas Bot. Un principe qui demeure une fiction pour la plupart des sports collectifs et qui s'en inspireront peut-être un jour pour en faire une réalité. ■

PLUS D'INFOS Sur le site Facebook – Rouen Muggle Quidditch – Rouen Skreewts